



# «LE PARI FOU» DE FADELA AMARA

Une délégation genevoise s'est rendue à Paris, début avril, pour rencontrer Fadela Amara, secrétaire d'Etat au Ministère du Logement et de la Ville. PAR MAY PIAGET

DANS UNE VASTE SALLE, en haut de l'immeuble qui abrite le Ministère du Logement et de la Ville à deux pas de la Tour Eiffel, Madame Fadela Amara, secrétaire d'Etat, chargée de la Politique de la ville va droit au but: «Les émeutes de 2005 dans les banlieues ont été un véritable cri d'alarme.» A ce cri, elle a décidé de répondre par une vaste concertation sur l'ensemble du territoire français en demandant aux préfets de région et de département d'organiser «des rencontres territoriales de la ville». Trois thèmes majeurs: le désenclavement des quartiers, la création de pôles de réussite, l'emploi et la formation des jeunes. Femme de terrain, elle s'est rendue personnellement dans des réunions de proximité, qui l'ont amenées à élargir la thématique à la santé, au sport ou encore à la culture pour réussir un «pari fou»: mettre en œuvre son plan «espoir banlieue» qui s'appuie sur cinq piliers (emploi, éducation, transports, sécurité et financement des initiatives locales).

C'est sans doute la volonté de faire émerger une élite issue des quartiers populaires qui a le plus suscité de questions de la part de la délégation genevoise. «Nous voulons que 5% des jeunes des quartiers populaires aient accès aux grandes écoles françaises. C'est une mesure révolutionnaire, qui leur donne une perspective d'avenir, car jusqu'ici, ce n'était même pas imaginable pour eux», a-t-elle expliqué, en reconnaissant l'élitisme de cette mesure tout en soulignant son dynamisme.

La secrétaire d'Etat affiche ainsi une politique volontariste, qui se traduit aussi dans la collaboration entre le service public et les organismes privés de placement, en donnant un délai de six mois pour trouver un emploi aux jeunes des banlieues. Du point de vue éducatif, elle souhaite approfondir et étendre l'expérience d'une école primaire de la banlieue sud lyonnaise: le «busing». Cela consiste à déplacer des élèves de 9 et 10 ans scolarisés dans un établissement caractérisé

par un fort échec scolaire dans d'autres écoles de la même ville, afin de leur donner la possibilité de découvrir un environnement social et scolaire différent. Objectif: améliorer la mixité sociale et la réussite scolaire. Toujours dans le même ordre d'idées, mais pour les élèves plus âgés, elle entend créer des pôles d'attractivité. «Un lycée peut se spécialiser dans les domaines artistiques, dans les langues (chinois, japonais, etc.) – et devenir un pôle d'excellence où tous les jeunes, même des quartiers les plus favorisés, viendront y chercher cette spécificité».



Rencontre entre Fadela Amara et Charles Beer à Paris.

Le conseiller d'Etat genevois Charles Beer et Fadela Amara ont promis de poursuivre leurs échanges, voire de collaborer, malgré des divergences de point de vue pour lutter contre les inégalités sociales, sur des projets transfrontaliers s'inscrivant dans la future agglomération franco-valdo-genevoise. ■

## PROFIL

Ex-présidente de l'association «Ni putes ni soumises», Fadela Amara avoue ne pas être issue du sérail politique usuel en France, en deux mots ne pas être une ancienne Enarque, et être atypique dans le gouvernement français.

### Pour en savoir plus:

[http://premier-ministre.gouv.fr/acteurs/gouvernement/secretariat\\_etat\\_politique\\_ville\\_m633](http://premier-ministre.gouv.fr/acteurs/gouvernement/secretariat_etat_politique_ville_m633)

## LA DÉLÉGATION GENEVOISE

Emmenée par le conseiller d'Etat Charles Beer, chef du Département de l'instruction publique, la délégation genevoise était composée de Messieurs Bernard Riedweg, chef de projet REP, Laurent Nicole, chargé de mission Commune-Etat, Pierre Olivier, Commune d'Onex, chargé de l'information et de la communication, des relations aux écoles, aux associations et aux villes jumelées, François Baertschi, maire de Lancy, Yvan Rochat, conseiller administratif de la commune de Vernier, ainsi que Mesdames Melissa Rebetez, responsable du service action sociale et jeunesse de la commune de Meyrin et May Piaget, secrétaire adjointe au DIP. C'est dans le cadre du groupe de travail Etat-Commune du DIP, en lien avec le réseau d'enseignement prioritaire (REP), que les membres se sont déplacés à Paris.

La secrétaire d'Etat Fadela Amara était accompagnée de Messieurs Mohammed Abdi, conseiller spécial, Dominique Dufour, directeur de cabinet et Madame Luce Vidal, conseillère.